

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
6 novembre 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 6 novembre 2023, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Djibouti auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire part des préoccupations de Djibouti concernant la situation à la frontière entre l'Érythrée et Djibouti et de vous exposer les raisons qui font que le Conseil de sécurité doit prendre d'urgence des mesures énergiques et continues à cet égard.

Dans la résolution [2662 \(2022\)](#) qu'il a adoptée à sa 9196<sup>e</sup> séance, le 17 novembre 2022, le Conseil de sécurité a rappelé à juste titre les paragraphes 6, 7 et 57 de la résolution [2444 \(2018\)](#) et réaffirmé qu'il continuerait de suivre les évolutions sur la voie de la normalisation des relations entre l'Érythrée et Djibouti et qu'il aiderait les deux pays à résoudre leurs litiges de bonne foi ; il a également indiqué son intention de suivre de près la demande faite au Secrétaire général de lui faire rapport.

Il est primordial que le Conseil de sécurité continue de surveiller la situation et qu'il prie à nouveau le Secrétaire général de faire le point, au plus tard le 31 juillet 2024, sur l'état des relations entre l'Érythrée et Djibouti et sur les mesures prises en vue d'une normalisation des relations entre les deux pays. En effet, rien de ce qui s'est passé depuis l'adoption de la résolution [2662 \(2022\)](#) l'an dernier ne saurait justifier le fait que le Conseil se détourne de ces questions ou que le Secrétaire général ne soit plus tenu de faire un nouvel état des lieux de la situation en juillet 2024.

L'attention du Conseil a été appelée sur la situation à la frontière entre l'Érythrée et Djibouti pour au moins trois raisons. Premièrement, la question de la frontière n'est toujours pas réglée et la souveraineté sur l'Île Doumeïra demeure contestée, ce qui laisse planer le risque d'une reprise des hostilités armées. Deuxièmement, le campement militaire établi par l'Érythrée dans la zone contestée n'a pas été démantelé. Troisièmement, l'Érythrée n'a toujours pas communiqué d'informations nouvelles concernant au moins 13 prisonniers djiboutiens qu'elle avait capturés lors des hostilités de 2008 et dont le sort est inconnu depuis 15 ans. Ainsi, bien que les hostilités armées n'aient pas repris, le conflit n'est toujours pas réglé, et la paix et la sécurité continuent d'être menacées.

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (15 novembre 2023).



En mars 2022, comme suite à la demande formulée par Djibouti, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a accepté le retrait de la plainte que Djibouti avait déposée contre l'Érythrée pour l'amener à répondre du sort des prisonniers de guerre djiboutiens détenus sur son territoire. Si Djibouti a retiré sa plainte, ce n'est pas parce que le dossier serait désormais clos, mais bien parce qu'il constate avec regret que, malgré la procédure engagée, l'Érythrée n'a pas reconnu qu'elle détenait ou avait détenu des prisonniers ni communiqué d'informations sur leur lieu de détention, actuel ou passé, ou sur leur état de santé physique ou mentale.

Le retrait par Djibouti de la plainte qu'il avait déposée devant la Commission ne signifie en aucun cas que des progrès ont été accomplis sur la question des prisonniers de guerre djiboutiens détenus par l'Érythrée, ni sur les autres questions – notamment le différend frontalier, ou la souveraineté sur l'Île Doumeïra, ou encore la présence d'un campement militaire érythréen dans la zone contestée – qui ont conduit le Conseil, par voie de résolutions, à appeler l'attention sur la situation, à encourager l'Érythrée et Djibouti à résoudre leurs litiges de bonne foi et à prier le Secrétaire général de faire le point sur les avancées réalisées.

En substance, les mesures adoptées par le Conseil doivent être maintenues tant que subsisteront les circonstances ayant présidé à leur adoption. Le Conseil devrait et doit rester saisi de la question ; il devrait réaffirmer sa détermination à suivre les évolutions sur la voie de la normalisation des relations entre l'Érythrée et Djibouti et prier à nouveau le Secrétaire général de faire le point sur la question.

Dans l'intervalle, Djibouti répète qu'il tient à ce que ces questions soient réglées par des moyens pacifiques, comme le veut l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, et qu'il est notamment disposé à soumettre le différend à un arbitrage international contraignant ou à la Cour internationale de Justice. Nous avons réaffirmé notre détermination à cet égard dans le discours que nous avons prononcé devant l'Assemblée générale, en septembre 2023.

Au paragraphe 49 de sa résolution [2662 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité a regretté qu'il n'y ait pas eu de progrès notables sur les questions en suspens entre Djibouti et l'Érythrée et s'est dit prêt à aider les deux pays à résoudre ces litiges de bonne foi. Nous demandons au Conseil de traduire ses mots en actes, d'exiger le respect du droit international et l'application systématique de ses résolutions sur la question, et d'amener les parties à s'acquitter de leurs obligations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Mohamed Siad **Doualeh**